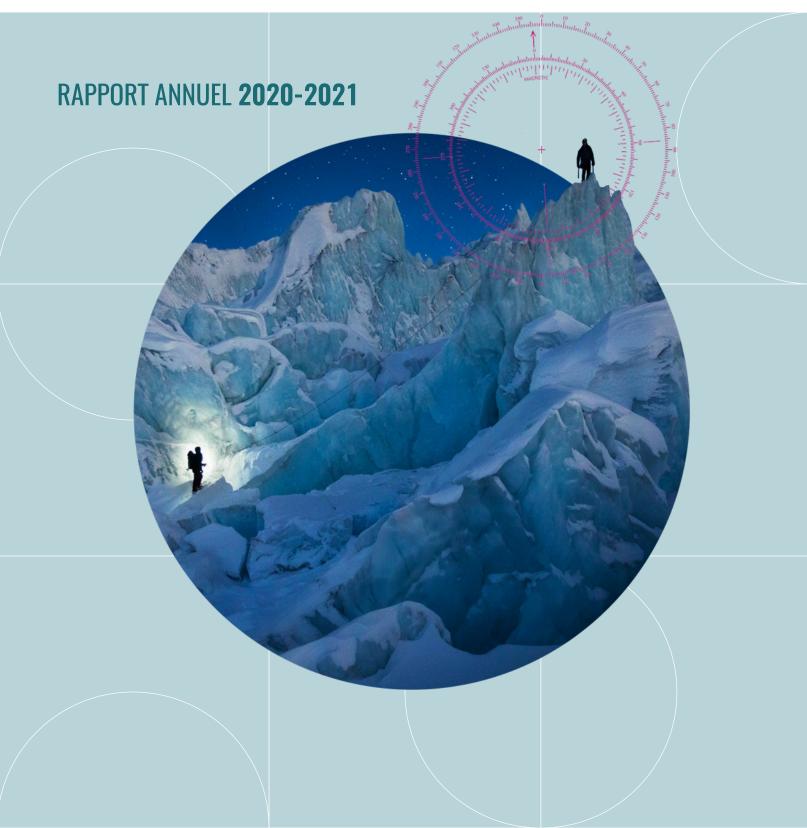


# BIEN COMPRENDRE LES CHOIX QUI NOUS ATTENDENT



### **QUI NOUS SOMMES**

Fruit d'une collaboration sans précédent, l'Institut canadien pour des choix climatiques réunit des experts de divers domaines et organisations partout au pays. Par des études rigoureuses et indépendantes, des analyses révélatrices et une large mobilisation, nous faisons la lumière sur les enjeux associés aux changements climatiques et les choix transformateurs qu'aura à faire le Canada dans ses politiques.

# ÉTUDES RIGOUREUSES. POLITIQUES INTÉGRÉES. CHOIX ÉCLAIRÉS.

### **NOTRE VISION**

Que les Canadiens cherchent ensemble des solutions aux changements climatiques qui favoriseront la résilience des collectivités, une économie florissante et inclusive ainsi qu'un monde meilleur.

### **NOTRE MISSION**

Nous faisons la lumière sur les choix de politiques climatiques

du Canada afin d'établir des bases décisionnelles





# **ABORDER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SOUS TOUS LES ANGLES**

Les changements climatiques transforment notre monde et soulèvent des défis importants, mais ils offrent également des opportunités qui peuvent être très intéressantes. L'Institut canadien pour des choix climatiques apporte sa contribution afin d'arriver à mieux comprendre ces deux réalités.

L'Institut a été créé en 2019 dans le but de mener des recherches pratiques et pertinentes destinées à éclairer les politiques climatiques du Canada, en particulier celles visant à réduire les gaz à effet de serre, s'adapter aux effets inévitables des changements climatiques et saisir les opportunités économiques découlant de ces efforts. Depuis son lancement public, il y a un peu plus d'une année, nous avons réalisé d'importants progrès, tout en faisant face aux nombreux défis consécutifs à la pandémie de COVID-19.

Notre personnel qualifié et dévoué a fait preuve de résilience ainsi que de sa capacité à mener des recherches informatives qui font autorité, et ce, dans le contexte d'une année extrêmement difficile. Notre site Web a fourni une analyse en temps opportun des principaux enjeux au Canada et à l'étranger. Enfin, l'engagement profond que nous avons manifesté envers notre mission et la publication de rapports novateurs ont permis à l'Institut d'être reconnu en tant qu'organisme crédible menant des recherches pertinentes qui servent l'intérêt public et permettent aux différents gouvernements du pays de prendre des décisions fondées sur des données probantes.

Ces résultats positifs, nous les devons en partie au fait que nous sommes un organisme indépendant, à notre approche non partisane et à notre attachement à produire des connaissances fondées sur des preuves scientifiques. Bien que nous soutenions fermement les mesures climatiques basées sur la science mises en œuvre par le Canada et ses pairs dans le monde, nous n'obéissons à aucune idée qui est préconçue : pour nous, seule compte la vérité des faits. De plus, notre approche intégrative unique tient compte de facteurs tels que la santé, la justice et d'autres aspects qui, souvent, ne sont pas suffisamment pris en considération dans l'élaboration des politiques climatiques.

La reconnaissance dont jouit l'Institut est également imputable à son souci de rassembler des points de vue diversifiés pour

soutenir l'élaboration de politiques qui soient plus solides. En examinant la composition de notre conseil consultatif, de notre conseil d'administration, de nos groupes d'experts et de notre personnel, je constate que l'Institut peut s'appuyer sur une forte représentation régionale, un équilibre entre les sexes et une expertise dans une grande diversité de disciplines.

président

Dans notre démarche, nous voulons donner davantage d'importance aux points de vue des Autochtones dans les discussions politiques. Nous reconnaissons qu'ils ont des perspectives distinctes en tant que nations, qu'ils détiennent des droits et que souvent ces populations sont touchées en premier lieu par les changements climatiques. Lorsque nous formulons nos recommandations en matière de recherche et de politique, nous examinons de manière explicite les impacts de celles-ci sur les communautés marginalisées, car nous sommes conscients que les défis sont encore plus difficiles à surmonter pour les personnes disposant de moins de ressources.

Notre personnel a reçu une formation en matière de justice, d'équité, de réconciliation avec les Autochtones et de relations conventionnelles. Ces connaissances nous aident à poursuivre nos efforts pour mieux comprendre et échanger avec les diverses communautés. La réconciliation et les relations avec les Autochtones ont fait l'objet d'une attention particulière cette année. Des enseignants autochtones ont animé des sessions de formation destinées à permettre à notre personnel de mieux saisir la nature des relations conventionnelles et les modes de connaissance propres aux autochtones. Chacun a ainsi pu mieux comprendre les nombreux aspects des impacts des changements climatiques.

Alors que l'Institut entre dans sa troisième année d'existence, nous devons à contrecœur faire nos adieux à notre présidente fondatrice, Mme Kathy Bardswick. Mme Bardswick s'est vouée sans relâche et avec une grande compétence au bon fonctionnement de notre organisme. Au nom du conseil d'administration et de l'Institut dans son ensemble, je peux dire qu'elle a accompli un travail fantastique. Sous la direction créative de Mme Bardswick, l'Institut canadien pour des choix climatiques a eu un réel impact et est maintenant en position idéale pour accroître son influence dans les années à venir.



# **CLARIFIER LA VOIE À SUIVRE**

**Kathy Bardswick** présidente

Si la première année d'existence de l'Institut a permis de renforcer nos assises et accroître nos compétences, l'année qui s'achève aura été l'occasion de mettre ces dernières en pratique. Notre mission consiste à aborder les problèmes climatiques qui sont difficiles et à répondre aux préoccupations politiques des Canadiens en soutenant les décideurs. Dans ce contexte, je suis vraiment très fière de ce que nous avons réussi à réaliser malgré une pandémie qui nous a empêchés d'organiser des activités en personnes.

En 2020-2021, nous avons publié un nombre impressionnant de travaux de recherche et présenté plusieurs rapports. Notre premier rapport de l'année, intitulé Baliser le chemin, s'intéressait aux éléments constitutifs d'une législation rigoureuse en matière de responsabilisation dans le but d'aider le Canada à atteindre ses objectifs climatiques. Dans notre rapport intitulé 11 façons de mesurer la croissance propre, nous avons étudié la manière d'évaluer le succès des politiques climatiques.

Dans La pointe de l'iceberg : composer avec les coûts connus et inconnus des changements climatiques au Canada, nous avons examiné le coût des impacts liés au climat, et ce coût est très important. Par la suite, nous avons formulé trois recommandations susceptibles d'être mises en œuvre par les gouvernements afin de faire de l'adaptation aux changements climatiques une priorité.

Le dernier rapport que nous avons publié cette année, intitulé Vers un Canada carboneutre : s'inscrire dans la transition globale, nous a permis d'examiner de quelle façon le Canada pourrait passer de la situation actuelle à la carboneutralité d'ici 2050. Cette importante publication a suscité des débats respectueux, inclusifs et fondés sur des données probantes, ce qui à nos yeux est absolument essentiel. Chaque région de ce pays est affectée par les changements climatiques et par conséquent touchée par les décisions qui sont prises en matière de politique climatique. Pour répondre efficacement à cette situation, les gouvernements se doivent de collaborer par-delà les frontières régionales et partisanes, car le temps presse.

Les coûts liés aux changements climatiques donnent sérieuse matière à réflexion. D'autre part, nous observons que des opportunités extrêmement intéressantes peuvent se présenter. Les marchés financiers mondiaux se tournent vers l'investissement responsable et d'autres pays profitent du potentiel économique offert par un avenir sobre en carbone. Le Canada possède les ressources, la technologie et le savoirfaire pour se positionner à l'avant-garde de cette transition à condition que nous restions centrés sur notre objectif.

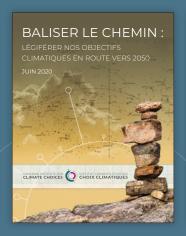
L'Institut contribue à faire avancer les choses dans la bonne direction. Notre conseil d'administration, notre conseil consultatif et nos tables rondes d'experts assurent la supervision et offrent les divers points de vue dont nous avons besoin pour guider nos efforts. Le personnel de notre Institut a effectué un travail remarquable et nous avons entendu de nombreux représentants de l'industrie, des gouvernements et des universités affirmer qu'ils appréciaient nos recherches et qu'ils les mettaient en application.

Lorsque j'ai accepté ce poste, ma mission consistait à aider l'Institut à prendre son envol, à définir les éléments de base nécessaires à son succès, puis à passer les rênes à une personne qui dirigerait l'Institut à plus long terme. Ce moment est maintenant arrivé.

Je quitte mon poste en étant habitée par un réel sentiment d'optimisme. Je suis encouragée par la vitesse avec laquelle le reste du monde évolue. Le Canada avance dans la bonne direction et la récente décision de la Cour suprême concernant la tarification du carbone crée un contexte favorable de plus grande assurance politique.

Le défi consistera maintenant à garder le cap. Comprendre ce qu'il faut faire constitue la première étape essentielle et, en ce sens, les travaux de l'Institut auront contribué à clarifier la voie à suivre.

# CLARIFIER LES CHOIX DU CANADA









Au cours de la première année, notre rapport intitulé Tracer notre voie aura contribué à susciter des débats plus approfondis sur l'impact des changements climatiques au Canada et aura permis de préciser les choix que le pays sera amené à faire dans les années à venir.

En 2020-2021, nous avons poursuivi ce débat grâce à la publication de quatre nouveaux rapports, la réalisation de sept études de cas et la rédaction de plus de 30 bloques dans les deux langues officielles. Ces différentes publications abordent des questions importantes telles que : Qu'est-ce que la réussite dans le domaine climatique? Quels sont les outils de responsabilisation qui peuvent aider le Canada à demeurer sur la bonne voie? Quels seront les coûts inévitables des changements climatiques auxquels le pays devra faire face et comment pouvons-nous empêcher ceux-ci de s'accroître de manière exponentielle? Et, en dernier lieu, quelles sont les trajectoires plausibles qui nous permettront éventuellement de parvenir à un avenir qui soit carboneutre?

Nous avions pour objectif de jeter les bases de politiques climatiques efficaces grâce à la réalisation de nouvelles recherches et la formulation de recommandations concrètes adaptées au contexte canadien et s'appuyant sur les observations d'intervenants et des données probantes. Nous avons donc entrepris un vaste processus de participation pour nous assurer que nos recherches refléteraient les différents points de vue présents dans le pays, et notre équipe de communication a veillé à ce que l'analyse qui en a résulté soit accessible à un large éventail de Canadiens.

En fin de compte, notre objectif consiste à aider les décideurs et responsables politiques de tout le pays à surmonter l'incertitude créée par les changements climatiques et à faire des choix judicieux qui façonneront l'avenir du Canada.



# UNE LÉGISLATION SUR LA RESPONSABILITÉ POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS CLIMATIQUES

Comme l'ont démontré les expériences menées au niveau mondial, l'adoption de lois sur la responsabilité climatique ne constitue pas une solution miracle. Une telle mesure peut cependant contribuer à combler le fossé existant entre les objectifs d'émissions à long terme et les actions politiques nécessaires à court terme pour les atteindre. Si ces lois sont bien conçues, elles peuvent largement contribuer à maintenir les gouvernements sur la bonne voie. Pour ce faire, elles fractionnent les objectifs globaux de réduction des émissions en étapes intermédiaires, commandent la rédaction de rapports de suivi réguliers et transparents et, le cas échéant, soutiennent la conception de plans visant à ramener les pays sur la bonne voie.

Publié en juin 2020, notre rapport intitulé *Baliser le chemin* examine les éléments constitutifs d'une législation rigoureuse en matière de responsabilité climatique. Au lieu de prescrire une approche précise devant être adoptée par le Canada, nous avons évalué les forces et les faiblesses de diverses options et déterminé les meilleures pratiques pour définir les étapes et les atteindre. Nous avons également formulé des recommandations sur la manière dont ces pratiques pourraient être appliquées dans le contexte canadien, en reconnaissant que les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et autochtones possèdent des compétences et des responsabilités qui se chevauchent.

Pour nous assurer du bien-fondé de ces recommandations, nous avons étudié plusieurs exemples concrets dans le cadre d'une série d'études de cas destinée à compléter le rapport Baliser le chemin. Nous avons examiné la façon dont la Climate Change Act britannique de 2008 a rendu les objectifs de réduction d'émissions à long terme juridiquement contraignants, ouvrant ainsi la porte à des poursuites citoyennes si le gouvernement n'atteignait pas ces objectifs. Nous avons également mis en évidence la législation de la Nouvelle-Zélande qui reconnaît de manière explicite les droits des Autochtones Maoris.

#### **BALISER LE CHEMIN**

articles de

CANADIAN INSTITUTE FOR CHOIX CLIMATE CHOICES CHOIX CLIMATE

À titre d'exemple de la façon dont la législation sur la responsabilité peut être appliquée à un niveau infranational, nous nous sommes intéressés au Manitoba qui est la première province au Canada à mettre en œuvre une loi sur la responsabilité climatique. Sa Climate and Green Plan Accountability Act fixe des objectifs de réduction cumulative des émissions pour des périodes de cinq ans, mais elle ne mentionne pas d'objectif d'émissions à long terme.

Nous avons également examiné la Climate Change Accountability Act de la Colombie-Britannique. Cette loi impose des objectifs provisoires de réduction des émissions, exige la soumission de rapports sur une base régulière et crée un comité consultatif d'experts indépendants. Elle fixe également des objectifs au niveau sectoriel, en précisant comment et où il est possible de réduire les émissions. Cependant, comme les secteurs eux-mêmes ne sont pas des entités responsables, la mise en application de cette loi et la responsabilité qu'elle définit peuvent donner lieu à des contestations.

En définitive, nous avons constaté que les cadres de responsabilisation intégrant les meilleures pratiques mondiales constituent un moyen transparent d'aider à surmonter les défis et saisir les opportunités offertes par les politiques climatiques dans un contexte canadien.



La croissance propre est un objectif fréquemment cité dans les milieux intéressés par la politique climatique. Mais quelle signification concrète faut-il donner à ce concept, et comment peut-on évaluer la réussite de sa mise en œuvre? Notre rapport de septembre 2020, intitulé 11 façons de mesurer la croissance propre, nous a donné l'occasion d'en donner une définition et de fournir des indicateurs clairs permettant d'évaluer les progrès réalisés dans sa mise en application.

S'appuyant sur un large éventail de données accessibles au public, le rapport présente une vision de la façon dont le Canada peut continuer à prospérer tout en faisant face aux changements climatiques. Il reconnaît cependant que la réduction des émissions de gaz à effet de serre ne constitue qu'un élément parmi les nombreuses mesures qu'il faudrait mettre en œuvre pour assurer un avenir qui soit durable. Notre analyse a révélé que la prospérité du Canada est liée aux progrès réalisés dans l'atteinte d'un large éventail d'objectifs climatiques, économiques et sociaux et que le fait de négliger l'un de ces aspects peut nuire à la croissance économique et au bien-être sur le long terme.

Il n'a pas été facile de parvenir à un consensus parmi nos experts sur la façon de mesurer la croissance propre. Nous avons finalement réussi à définir 11 indicateurs fondés sur les données. Ces indicateurs peuvent maintenant servir de points de repère pour évaluer les progrès de la croissance propre et aider à déterminer si le Canada évolue dans la bonne direction et au rythme qui convient.

On a dû, par nécessité, baser ces indicateurs sur des données qui sont imparfaites. Cependant, grâce à des investissements continus dans la récolte et le traitement des données, ces indicateurs peuvent contribuer à guider les efforts

### 11 FAÇONS DE MESURER LA CROISSANCE PROPRE

des gouvernements, des entreprises et des communautés et faire en sorte que la lutte contre les changements climatiques permette de parvenir à une croissance durable et inclusive. Alors que les gouvernements s'emploient à stimuler la reprise économique du Canada après la pandémie, cette recherche précise les priorités en matière de politique et d'investissements qu'il faudra mettre de l'avant pour créer les conditions de la prospérité, maintenant et à l'avenir.

Pour donner un exemple concret de ce qu'est la croissance propre dans la pratique et la façon de la mesurer, nous avons également réalisé une étude de cas portant sur l'expérience de la Nouvelle-Écosse. Depuis 2005, cette province est parvenue à réduire considérablement ses émissions de gaz à effet de serre tout en maintenant une croissance économique régulière. Ce résultat a été obtenu grâce à plusieurs changements apportés à sa structure économique et déterminés par des choix politiques et les conditions du marché. À l'aide des indicateurs que nous avons définis, nous avons précisé les domaines dans lesquels la Nouvelle-Écosse a réalisé des progrès, et ceux dans lesquels la province devra consentir à faire davantage d'efforts.



# FAIRE FACE AUX COÛTS CONNUS ET INCONNUS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Au cours des cinq dernières décennies, les coûts des catastrophes liées aux conditions météorologiques, telles que les inondations, les tempêtes et les incendies de forêt, sont passés de dizaines de millions de dollars à des milliards de dollars par année au Canada. Cependant, comme nous le mentionnons dans notre rapport de décembre 2020 intitulé La pointe de l'iceberg, ces dommages liés au climat ne représentent qu'une fraction de ce qu'ils seront dans les prochaines années si les gouvernements, les entreprises et les communautés n'investissent pas de manière proactive dans la mise en œuvre de mesures d'adaptation.

Les catastrophes qui font la une des journaux ne sont pas les seules à générer des coûts économiques considérables pour le pays, et d'autres événements moins médiatisés entraîneront des frais tout aussi importants. Parmi ceux-ci notons, entre autres, la fonte du pergélisol qui mine les bâtiments et les infrastructures du Nord du pays; la perte de productivité et les perturbations commerciales qui ralentissent la croissance économique; et le réchauffement des eaux qui nuit aux pêcheries.

La pointe de l'iceberg met en évidence les principaux effets des changements climatiques au Canada, quantifie les coûts croissants des catastrophes météorologiques et souligne les avantages à faire de la résilience et de l'adaptation aux changements climatiques une priorité. Il donne un aperçu de ce que nous savons et de ce que nous ignorons au sujet des implications économiques des changements climatiques au Canada. Ce rapport est le premier d'une série de publications que nous consacrerons aux coûts des changements climatiques. Il ouvre la voie à la réalisation d'analyses plus approfondies qui se pencheront au cours des prochaines années sur différents domaines d'impact spécifiques, tels que la santé, les infrastructures et les incidences à l'échelle de l'économie.

À l'heure actuelle, la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre a tendance à dominer les débats sur le climat au Canada. Cependant, il est également essentiel de veiller à ce que les systèmes humains et naturels soient prêts à s'adapter à l'éventail des effets que les changements climatiques entraîneront dans les décennies à venir.

#### LA POINTE DE L'ICEBERG

Les impacts des incendies de forêt de 2016 à Fort McMurray, en Alberta, constituent un excellent exemple de ces effets. Au printemps 2020, nous avons réalisé une étude de cas consacrée à l'augmentation du risque d'incendies de forêt. Cette recherche nous a permis de déterminer les approches les plus efficaces pour soutenir l'action locale et renforcer les capacités communautaires d'intervention.

Plus généralement, nos recherches montrent que les politiques d'adaptation et les investissements réalisés actuellement au Canada sont nettement insuffisants par rapport aux efforts que nous devrons déployer pour faire face aux risques connus des changements climatiques, et cela c'est sans compter avec les conséquences incertaines de ceux-ci.

Dans La pointe de l'iceberg, nous soutenons qu'il n'est pas possible d'attendre de comprendre clairement tous les aspects des coûts et problèmes liés aux changements climatiques avant de nous attaquer à la réduction de la vulnérabilité et au renforcement de la résilience par rapport à ceux-ci. Comme point de départ, nous recommandons aux gouvernements canadiens de veiller à :

- Augmenter considérablement les investissements publics dans les mesures d'adaptation;
- Travailler avec d'autres gouvernements du pays pour améliorer l'efficacité et la coordination;
- Améliorer systématiquement la manière de diffuser les informations sur les risques climatiques physiques afin qu'elles puissent servir à influencer les décisions en matière de planification et d'investissement.



### TROUVER LA VOIE QUI PERMETTRA AU CANADA D'ATTEINDRE LA CARBONEUTRALITÉ

Le Canada s'est engagé à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Publié en février 2021, notre rapport intitulé Vers un Canada carboneutre constitue la première modélisation complète de la voie que le pays pourrait emprunter pour atteindre cet objectif. Nous faisons le constat que la carboneutralité est un objectif réalisable, mais que pour l'atteindre il faudra utiliser à beaucoup plus grande échelle des solutions qui sont disponibles aujourd'hui, tout en gérant habilement la question de l'incertitude en ce qui concerne l'avenir.

Pour produire ce rapport, nous avons procédé à l'analyse de plus de 60 scénarios possibles permettant au Canada d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Nous avons recherché les solutions qui revenaient à plusieurs reprises ainsi que celles dont le rôle était le plus incertain. Nous avons également examiné l'incidence des facteurs les plus importants - que le Canada ait ou non un contrôle sur ces facteurs - et déterminé les conditions susceptibles de favoriser la réussite.

Afin de clarifier les nombreuses options possibles, nous avons divisé les solutions en deux catégories. La première regroupe les « valeurs sûres », soit les solutions qui contribuent à l'atteinte de la carboneutralité, quelle que soit la façon dont se déroule la transition du Canada. Les valeurs sûres tirent parti des technologies existantes dont l'utilisation à grande échelle ne présente pas d'obstacle majeur, comme les véhicules électriques, l'efficacité énergétique et l'électricité sans émission. Il est essentiel que le Canada s'appuie sur l'utilisation des valeurs sûres à grande échelle s'il veut atteindre ses objectifs climatiques, en particulier ceux de 2030. La deuxième catégorie comprend les « paris risqués », soit des solutions technologiques à haut risque qui sont susceptibles de présenter de grands avantages, tels que le captage direct du carbone dans l'air ou les piles à hydrogène. Ces technologies pourraient s'avérer essentielles pour permettre au Canada de réaliser les réductions plus profondes et rentables qui seront nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs de 2050.

L'analyse que nous avons menée met deux éléments en évidence :

Le Canada doit mettre en œuvre des mesures incitatives visant le déploiement généralisé des valeurs sûres. Au

#### **VERS UN CANADA CARBONEUTRE**

Plus de téléchargements

articles de nouvelles

moins les deux tiers des réductions d'émissions nécessaires à l'atteinte des objectifs du pays pour 2030 dépendront de l'adoption rapide, décisive et à grande échelle de technologies éprouvées, et ce résultat pourra être obtenu en s'appuyant sur les politiques existantes. Cependant, ces mesures ne seront pas suffisantes à elles seules.

Notre modélisation montre que les paris risqués seront également essentiels à l'atteinte des objectifs à long terme du Canada. Il est cependant nécessaire d'adopter maintenant des politiques qui soutiennent et orientent le développement de ces technologies, afin qu'elles soient disponibles lorsque nous en aurons besoin.

Le rapport Vers un Canada carboneutre ne recommande aucune voie particulière pour atteindre la carboneutralité. Il présente plutôt les différentes possibilités qui s'offrent à nous ainsi que leur potentiel de réduction des émissions, en laissant aux décideurs le soin d'évaluer les différentes options en fonction de diverses considérations, telles que l'intérêt public, les valeurs et priorités sociales, les ressources régionales et le potentiel de développement économique. Ce rapport vise à fournir un point de repère fondé sur des données probantes afin de favoriser un dialogue constructif. Son contenu ainsi que les grands efforts de mobilisation que nous avons déployés pour son lancement ont suscité des discussions profondes parmi un large éventail d'intervenants impliqués dans le processus de définition des priorités et des choix du Canada en ce qui concerne la voie à suivre.

### **GUIDER NOS EFFORTS DE RECHERCHE** ET DIFFUSER LES RÉSULTATS

Pour être à la fois pertinentes, pratiques et constructives, nos recherches et nos analyses se doivent de répondre aux besoins et aux réalités des décideurs et responsables politiques des différentes régions du Canada. C'est la raison pour laquelle nous avons activement encouragé la participation d'intervenants et de détenteurs de droits de tout le pays dans le but d'être en mesure de prendre en compte tous les points de vue divergents concernant les choix qui s'offrent au Canada en matière de politique climatique.

À l'automne, nous avons participé à l'Atelier-dialogue stratégique sur la recherche en politiques climatiques au Canada, un événement organisé en notre nom par Ouranos et l'Institut de l'énergie Trottier. Cette série d'ateliers virtuels a réuni des experts en politique climatique et d'autres intervenants pour discuter des lacunes et des priorités de recherche considérées comme les plus importantes et les plus urgentes dans ce domaine.

À différentes étapes du cycle de recherche que nous avons entrepris pour la rédaction de chaque rapport de l'Institut, nous avons sollicité l'avis de représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, de groupes industriels et d'associations professionnelles, de banques, de compagnies d'électricité, d'organisations autochtones et de jeunes. Chacun de nos rapports a également été soumis à un processus d'examen rigoureux mené par des experts et des pairs. Cela comprenait une analyse critique effectuée par des réviseurs autochtones internes et externes visant à assurer que leur contenu reflétait bien l'esprit de la réconciliation ainsi que les pratiques autochtones en ce qui concerne l'acquisition du savoir.

Les jeunes d'aujourd'hui devront vivre plus longtemps avec les conséquences des choix climatiques que nous faisons aujourd'hui. Comme de nombreux jeunes sont maintenant devenus des leaders influents dans le débat portant sur la politique climatique, l'Institut s'est engagé à prendre en considération leurs préoccupations et leurs besoins. En 2020 à cette fin, nous avons officiellement entrepris des efforts de mobilisation des jeunes en organisant un atelier bilingue au mois d'octobre. Cet événement nous a permis de présenter notre travail à 52 jeunes issus de divers horizons et de mieux comprendre leurs points de vue. Par la suite, nous avons réalisé un sondage pour évaluer l'intérêt et les priorités climatiques des Canadiens âgés de moins de 30 ans. L'objectif de cette démarche visait à nous permettre de faire des choix éclairés concernant les priorités de recherche de l'Institut et l'approche à adopter pour stimuler la participation des jeunes au débat sur la question climatique.

La question de la participation ne constitue cependant que la moitié de l'équation. Pour que nos recherches contribuent à éclairer les choix en matière de politique climatique, il faut que les décideurs en soient informés. Grâce à notre site Web, nos blogues et nos bulletins, nous rendons nos ressources et nos analyses accessibles aux Canadiens, et nos canaux de médias sociaux dirigent les publics que nous ciblons vers cette information.

### **NOTRE ANNÉE EN CHIFFRES:**



Les données que nous possédons montrent que nos publications sont lues. Le trafic de notre site Web et les téléchargements de rapports ont connu un accroissement considérable au cours de l'année écoulée. Pendant ce temps, l'intérêt pour le contenu de notre bulletin s'est avéré exceptionnellement élevé et a présenté d'excellents taux d'ouverture et de clics par rapport aux moyennes rapportées dans le secteur; le nombre de personnes qui se désabonnent est demeuré très faible et l'on a observé un flux constant de nouvelles inscriptions.

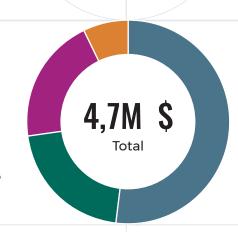
Nous avons voulu faire en sorte que les médias d'information canadiens puissent traiter les principaux problèmes de politique climatique d'une manière informée et en se basant sur des données probantes, et notre engagement en ce sens a contribué à mieux faire connaître le personnel et les experts de l'Institut. Mais la meilleure mesure de notre succès est peutêtre le flot constant d'invitations que nous avons reçu pour présenter les résultats de nos recherches. Au cours de l'année 2020-2021, nous avons offert des dizaines de webinaires et de séances d'information à un éventail très large d'intervenants provenant de toutes les régions du pays et représentant tout le spectre politique. Parmi les personnes et groupes approchés, on note, entre autres, des caucus politiques, des fonctionnaires fédéraux et provinciaux, des groupes de l'industrie, des groupes de réflexion, des ONGE et des banques.

## L'INSTITUT EN CHIFFRES :

APERÇU FINANCIER 2020/2021

APERÇU DE LA DIVERSITÉ 2020/2021

REPRÉSENTATION RÉGIONALE



52 %

Salaires et avantages sociaux



Recherche externe



Communication et efforts de mobilisation



Fonctionnement et administration

24

Membres du
personnel +
l' interné +
sous-traitants

63 %

femmes/ non-binaires 21 %

PANDC

8 %

Autochtones

33 %

jeunes (de moins de 30 ans) 17 %

francophones

Conseil
d'administration +
comités d'experts
+ conseillers

45 %

femmes/ non-binaires 19 %

PANDC

6 %

Autochtones

3 %

jeunes (de moins de 30 ans) 16 %

francophones

L'Institut vise à refléter la diversité de la population canadienne au sein de son personnel, du conseil d'administration, des panels d'experts et du conseil consultatif.

2 % nord

15 %

Colombie-Britannique 12 %

de prairies

48 %

Ontario

17 %

Québec

5 %

de Terre-Neuve et de l'Atlantique 3 %

international



## **2021–2022 : PERSPECTIVES ET** PRIORITÉS DE L'INSTITUT

En 2020-2021, l'Institut a publié une première série de recherches fondamentales intégrées portant sur des sujets prioritaires liés à l'atténuation des changements climatiques, à l'adaptation à ceux-ci ainsi qu'à la croissance propre. Au cours de l'année à venir, nous nous appuierons sur la base de ces recherches pour publier des rapports et des études de cas qui permettront d'approfondir les questions émergentes dans ces domaines de recherche.

### PRIORITÉS DE RECHERCHE

#### Atténuation des changements climatiques : examen des plans provinciaux et territoriaux de tarification du carbone

Notre plus récent rapport intitulé Vers un Canada carboneutre énumérait un large éventail d'outils et d'approches stratégiques susceptibles d'aider le pays à atteindre ses objectifs de réduction des émissions d'ici 2050. La tarification plus rigoureuse du carbone figurait parmi les approches étudiées. Or, en mars 2021, la Cour suprême du Canada a levé un obstacle important à la réalisation de cet objectif politique en confirmant que le régime de tarification du carbone du gouvernement fédéral était conforme à la Constitution.

L'Institut a également entrepris des recherches approfondies au nom d'Environnement et Changement climatique Canada afin de contribuer à l'amélioration des systèmes de tarification du carbone au Canada. Ce rapport technique, dont la parution est prévue ce printemps, évalue les régimes de tarification du carbone dans les différentes régions du pays. Il montre en outre que les choix qu'ont faits différentes administrations en matière de conception des politiques ont déterminé le degré d'efficacité de leur politique de tarification sur la réduction des émissions.

Nous explorons également des avenues de recherche inspirées de nos travaux sur la carboneutralité qui contribueront à définir les politiques susceptibles d'aider le Canada à progresser vers l'atteinte de son objectif de carboneutralité en 2050.

#### Adaptation aux changements climatiques: mieux comprendre les coûts liés aux changements climatiques et les avantages des mesures d'adaptation

Quelles que soient la rapidité et l'efficacité avec lesquelles le Canada réduira ses émissions de gaz à effet de serre à l'avenir, l'impact des émissions passées demeurera important. Notre rapport intitulé La pointe de l'iceberg ouvre la voie à la rédaction de rapports supplémentaires dans une série de publications s'intéressant à ces coûts et aux avantages de s'y adapter de manière proactive, et ce, en adoptant divers points de vue spécifiques. Ces rapports mettront l'accent sur les sujets suivants:

- La santé (printemps/été 2021) projeter les coûts associés aux maladies, aux décès et à la perte de productivité liés aux changements climatiques ainsi que les avantages de renforcer la résilience de nos systèmes de santé, en pensant en particulier à ceux qui sont les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques.
- Les infrastructures (automne 2021) quantifier les impacts potentiels des changements climatiques sur les environnements bâtis du Canada et examiner la façon dont les décideurs peuvent orienter les investissements de capitaux vers la conception d'infrastructures qui soient plus résilientes; l'analyse comprend également un examen plus approfondi des impacts dans le Nord canadien.
- La macroéconomie (printemps 2022) expliquer de quelle façon les changements climatiques affecteront le PIB, l'emploi, la croissance économique et d'autres aspects de la réalité canadienne, y compris ceux qui auront une incidence sur les résultats au niveau régional.

AU COURS DE L'ANNÉE À VENIR, NOUS POURSUIVRONS NOS ÉCHANGES AVEC LES CANADIENS IMPLIQUÉS DANS LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE **CLIMATIQUE AFIN DE MIEUX ORIENTER NOS RECHERCHES ET DIFFUSER** NOS RÉSULTATS.

#### La croissance propre : tirer parti des opportunités sobres en carbone (automne 2021)

Comme nous l'avons mentionné dans notre rapport de 2020 traitant de la croissance propre, le passage à un avenir sobre en carbone comporte de nombreux risques, mais il offre aussi beaucoup d'opportunités. Alors que le reste du monde progresse vers la carboneutralité en mettant en œuvre différents plans pour atteindre cet objectif, les marchés internationaux envoient des signaux clairs indiquant qu'ils prennent leurs distances par rapport aux entreprises à forte intensité de carbone.

Notre prochain rapport sur la croissance propre s'intéressera aux marchés et aux risques liés au carbone, en s'attardant particulièrement aux incidences de cette transition mondiale sur la compétitivité des entreprises, l'économie et les Canadiens. Nous étudierons la façon dont les entreprises et les gouvernements peuvent gérer les risques, tirer parti des opportunités qui se présentent et améliorer leurs résultats.

#### Études de cas transversales : apprendre d'une diversité de points de vue

En plus des rapports décrits ci-dessus, nous avons réalisé ou commandé une série d'études de cas. Celles-ci fournissent une analyse des problèmes liés aux changements climatiques et à la croissance propre dans une perspective « ascendante ». Elles s'appuient sur des expériences réalisées dans des lieux précis et abordent des problèmes particuliers. Ces études de cas viennent compléter nos travaux de recherche à portée plus large, menés à l'échelle nationale, qui sont présentés dans nos principaux rapports.

Nous avons commandé six études de cas produites par des chercheurs et penseurs autochtones étudiant les changements climatiques du point de vue autochtone. Ces études intègrent des éléments d'atténuation, d'adaptation et de croissance propre en se basant sur l'expérience concrète. Ces six études ont été choisies dans le cadre d'un vaste appel de propositions qui a suscité de l'intérêt partout au pays.

Dans le cadre d'une collaboration avec l'Institut pour l'IntelliProspérité, nous avons également entrepris la réalisation d'une série d'études de cas mettant en évidence les avantages

des solutions basées sur la nature. Ces travaux nous permettront d'examiner comment les forêts urbaines, les toits verts et les zones humides peuvent à la fois absorber les gaz à effet de serre et atténuer les effets des inondations, des tempêtes et d'autres stress climatiques. Une quatrième étude s'intéressera aux incidences des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et la capacité financière des Autochtones.

Enfin, nous avons commandé des études de cas qui prennent en considération les enjeux sociaux et distributionnels de la politique climatique. L'une de ces études examine comment les risques d'inondation interagissent avec les circonstances socioéconomiques à Windsor, en Ontario. Une autre étude s'intéresse au racisme et à la diversité dans le contexte des changements climatiques et de la politique climatique dans la région du Canada atlantique.

### **UNE APPROCHE AXÉE SUR LA PARTICIPATION**

Au cours de l'année à venir, nous poursuivrons nos échanges avec les Canadiens impliqués dans le débat sur la politique climatique afin de mieux orienter nos recherches et diffuser nos résultats. Nous continuerons de veiller à ce que nos recherches et nos recommandations politiques reflètent la diversité des points de vue au Canada et prennent en compte les perspectives des femmes, des peuples autochtones, des jeunes et d'autres personnes et groupes sous-représentés. Nous nous assurerons également d'éliminer les obstacles qui empêchent la participation des personnes confrontées à la discrimination et à l'exclusion systématiques. Nous continuerons en outre à collaborer activement avec les gouvernements de tous les horizons politiques, les chefs d'entreprise et les organisations de la société civile qui contribuent à l'accélération de la transition du Canada vers un avenir qui soit sobre en carbone, résilient et prospère.

# GOUVERNANCE

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration de l'Institut pour des choix climatiques fournit une orientation stratégique globale tout en veillant à assurer l'excellence dans le fonctionnement administratif, la transparence et la responsabilité financière de l'Institut.

#### Peter Nicholson (président)

Président inaugural à la retraite du Conseil des académies canadiennes Annapolis Royal (Nouvelle-Écosse)

#### Elizabeth Beale

Présidente-directrice à la retraite du Conseil économique des provinces de l'Atlantique Halifax (Nouvelle-Écosse)

#### Mel Cappe

Professeur à la Munk School of Global Affairs and Public Policy de l'Université de Toronto Toronto (Ontario)

#### **Dave Collyer**

Administrateur de sociétés et consultant en énergie Calgary (Alberta)

#### **Charmaine Dean**

Vice-présidente, Recherche et international, à l'Université de Waterloo Waterloo (Ontario)

#### **Bruce Lourie**

Président de la Fondation Ivey Toronto (Ontario)

#### Normand Mousseau

Professeur de physique à l'Université de Montréal et directeur académique de l'Institut de l'énergie Trottier Montréal (Québec)

#### Sandra Odendahl

Vice-présidente, Développement durable et impact social, à la Banque Scotia Toronto (Ontario)

#### **Chris Ragan**

Directeur de la Max Bell School of Public Policy de l'Université McGill Montréal (Québec)

#### **Sybil Seitzinger**

Directrice générale du Pacific Institute for Climate Solutions Victoria (Colombie-Britannique)

#### **Dominique Souris**

Cofondatrice et directrice générale du Youth Climate Lab Ottawa (Ontario)

#### **Tosh Southwick**

Vice-présidente associée de l'engagement et de la réconciliation avec les Autochtones au Collège du Yukon Whitehorse (Yukon)

#### **COMITÉ D'EXPERTS**

Nos travaux sont fondés sur les meilleures recherches et données probantes disponibles et bénéficient des conseils d'un comité d'experts de premier plan dont les membres proviennent des différentes régions du Canada. Trois comités d'experts (adaptation, atténuation et croissance propre) fournissent des indications sur la portée et les méthodes de recherche, procèdent à l'examen technique des principales publications et des recommandations politiques et prodiguent des conseils en vue de soutenir les activités de mobilisation et de communication de l'Institut.

#### Comité adaptation

#### Blair Feltmate (président)

Directeur du Centre Intact d'adaptation au climat de l'Université de Waterloo Waterloo (Ontario)

#### Jean Andrey

Doyenne de la Faculté de l'environnement de l'Université de Waterloo Waterloo (Ontario)

#### **Alain Bourque**

Directeur général d'Ouranos - Consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques Montréal (Québec)

#### **Christina Chan**

Codirectrice de la Global Adaptation Commission et directrice de la Climate Resilience Practice au WRI Washington, DC

#### **Bernadette Conant**

Directrice générale du Réseau canadien de l'eau Waterloo (Ontario)

#### Ashlee Cunsolo

Directrice de l'Institut du Labrador de l'Université Memorial, Happy Valley-Goose Bay (Terre-Neuve-et-Labrador)

#### **Bev Dahlby**

Directeur de recherche, Recettes fiscales et croissance économique, à la School of Public Policy de l'Université de Calgary Calgary (Alberta)

#### Jimena Eyzaguirre

Directrice de l'équipe internationale et spécialiste principale de l'adaptation aux changements climatiques chez ESSA Technologies Ltd Ottawa (Ontario)

#### **Deborah Harford**

Directrice exécutive de l'Équipe d'adaptation aux changements climatiques (ACT), boursière en solutions climatiques à l'Université Simon Fraser (SFU), professeure adjointe au Centre for Dialogue et à la School of Resource and Environmental Management de la SFU Vancouver (Colombie-Britannique)

#### Glen Hodgson

Économiste, consultant financier et attaché supérieur de recherches à l'Institut C.D. Howe Ottawa (Ontario)

#### **Brian Horton**

Directeur du Northern Climate ExChange, un programme du Yukon Research Centre associé au Collège du Yukon Whitehorse (Yukon)

#### Ian Mauro

Directeur général du Prairie Climate Centre et directeur du Richardson College for the Environment de l'Université de Winnipeg Winnipeg (Manitoba)

#### Deborah McGregor

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en justice environnementale autochtone à l'Université York Toronto (Ontario)

#### **Daniel Scott**

Directeur général de l'Interdisciplinary Centre on Climate Change (IC3) de l'Université de Waterloo Waterloo (Ontario)

#### **Roger Street**

Associé de recherche à l'Environmental Change Institute de l'Université d'Oxford Oxford, Royaume-Uni

#### **Enooyaq Sudlovenick**

Scientifique spécialiste des mammifères marins et étudiante au doctorat à l'Université du Manitoba Winnipeg (Manitoba)

#### Comité atténuation

#### Nancy Olewiler (présidente)

Professeure à la School of Public Policy de l'Université Simon Fraser Vancouver (Colombie-Britannique)

#### Louis Beaumier

Directeur exécutif de l'Institut de l'énergie Trottier à Polytechnique Montréal Montréal (Québec)

#### Kathryn Harrison

Professeure de science politique à l'Université de la Colombie-Britannique Vancouver (Colombie-Britannique)

#### Mark Jaccard

Directeur et professeur émérite à la School of Resource and Environmental Management de l'Université Simon Fraser Vancouver (Colombie-Britannique)

#### David Layzell

Directeur de l'Initiative canadienne de recherche sur l'analyse des systèmes énergétiques (CESAR) à l'Université de Calgary Calgary (Alberta)

#### **Justin Leroux**

Professeur d'économie appliquée à HEC Montréal Montréal (Québec)

#### **Catherine Potvin**

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en changements climatiques et forêts tropicales à l'Université McGill Montréal (Québec)

#### **Nicholas Rivers**

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les politiques climatiques et énergétiques à l'Université d'Ottawa Ottawa (Ontario)

#### Jennifer Winter

Professeure adjointe au Département d'économie et directrice scientifique de la Division de la recherche sur les politiques énergétiques et environnementales de la School of Public Policy de l'Université de Calgary Calgary (Alberta)

#### Comité croissance propre

#### Stewart Elgie (président)

Président exécutif de l'Institut pour l'IntelliProspérité et professeur de droit et d'économie à l'Université d'Ottawa Ottawa (Ontario)

#### **Catherine Beaudry**

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en création, développement et commercialisation de l'innovation à Polytechnique Montréal, Montréal (Québec)

#### **Don Drummond**

Boursier Stauffer-Dunning en politique publique internationale et professeur associé à l'Université Queen's Ottawa (Ontario)

#### Carolyn Fischer

Titulaire de la Chaire de recherche Canada 150 de l'Université d'Ottawa en économie, innovation et politiques climatiques à l'Université d'Ottawa Ottawa (Ontario)

#### Sara Hastings-Simon

Chercheuse à l'Université de Calgary Calgary (Alberta)

#### Jane Kearns

Vice-présidente des services de croissance et conseillère principale chez Cleantech, MaRS Discovery District Toronto (Ontario)

#### James Meadowcroft

Professeur à la School of Public Policy and Administration à l'Université Carleton Cantley (Québec)

#### Mike P. Moffatt

Directeur principal des politiques et de l'innovation à l'Institut pour l'IntelliProspérité London (Ontario)

#### **Helen Mountford**

Vice-présidente, Climat et Économie, du World Resources Institute Washington, DC

#### Peter W.B. Phillips

Directeur fondateur du Johnson-Shoyama Centre for the Study of Science and Innovation Policy de l'Université de la Saskatchewan Saskatoon (Saskatchewan)

#### **CONSEIL CONSULTATIF**

Nos conseillers sont des chefs de file du gouvernement, de l'industrie et de la société civile provenant des différentes régions du Canada. Leurs points de vue contribuent à assurer que les travaux de l'Institut sont pertinents, opportuns et pratiques.

Catherine Abreu **Monique Leroux** Jean Simard Ottawa (Ontario) Montréal (Québec) Montréal (Québec)

**Geoff Cape Shianne McKay Scott Skinner** Toronto (Ontario) Brandon (Manitoba) Dartmouth (Nouvelle-Écosse)

**Corey Diamond** Suzann Méthot Sasha Sud Toronto (Ontario) Montréal (Québec) Toronto (Ontario) Katie Sullivan **Robert Larocque** Miles Richardson

Vancouver (Colombie-Britannique) Ottawa (Ontario) Toronto (Ontario) Steve Lee **David Runnalls** John Zhou

Toronto (Ontario) Ottawa (Ontario) Edmonton (Alberta)